



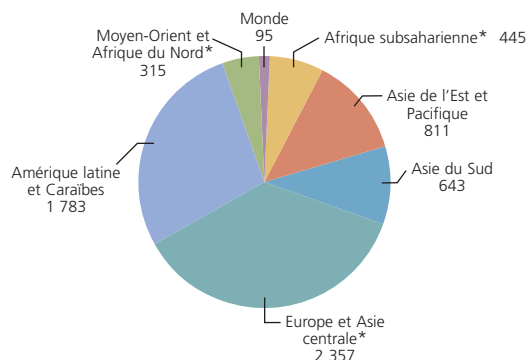
## Régions

La SFI investit dans des entreprises et des institutions financières de toutes les régions en développement. Ces activités sont décrites plus en détail dans le Rapport sur les régions qui commence à la page 27 du présent volume et dans la section concernant les projets engagés qui figure dans le deuxième volume (en anglais). Le terme « Monde » se rapporte aux projets couvrant plus d'une région en développement.

### ENGAGEMENTS PAR RÉGION, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndications (millions de dollars)

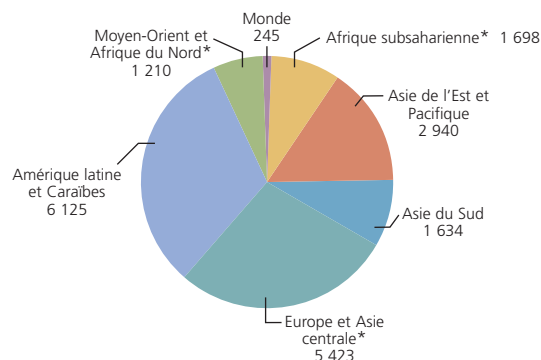
MONTANT TOTAL USD 6 449



### PORTFEUILLE D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI (millions de dollars)

MONTANT TOTAL USD 19 274



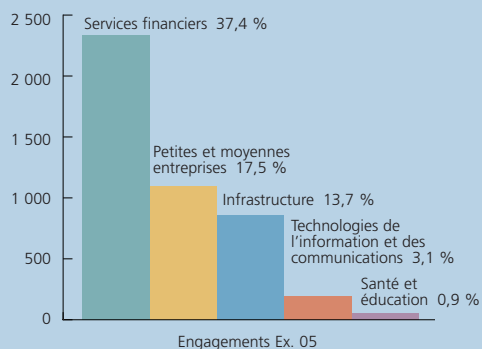
\*Certains montants comprennent les parts régionales d'investissements officiellement classés projets mondiaux. Pour plus de renseignements, voir les sections consacrées aux différentes régions.

## Objectifs

La SFI oriente principalement son action sur des secteurs ayant un grand impact sur l'économie des pays en développement parce qu'ils touchent un grand nombre de personnes ou parce qu'ils ont des retombées sur beaucoup d'autres secteurs de l'économie. Une grande partie des opérations d'investissement de la SFI se rapportent à ces secteurs.

### ENGAGEMENTS STRATÉGIQUES, EX. 05

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndications (millions de dollars)



Les services financiers couvrent les services de financement et d'assurance, et les instruments de placement collectif.  
Les chiffres relatifs aux PME couvrent tous les secteurs d'activité.  
Les infrastructures couvrent les équipements collectifs et de transport

## Impact

La SFI consacre aussi une grande partie de ses efforts aux pays qui n'attirent qu'un volume très limité, sinon nul, de capitaux étrangers. Chaque année, un échantillon des projets arrivés à maturité est évalué pour déterminer leur impact sur le développement.

### APERÇU DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Pour le propre compte de la SFI (pourcentage)

	Ex. 03	Ex. 04	Ex. 05
<b>Nouveaux investissements</b>			
dans le secteur financier	51	34	44
dans les infrastructures, les technologies de l'information et des communications, la santé et l'éducation	17	24	17
dans des pays à faible revenu ou présentant des risques élevés*	28	26	28
<b>Projets arrivés à maturité ayant une contribution positive au développement**</b>	<b>58</b>	<b>58</b>	<b>59</b>

\*Pays rentrant dans la catégorie des pays à faible revenu telle que définie par la Banque mondiale, ou qui présentent un risque élevé – *Institutional Investor* a attribué une note de crédit inférieure ou égale à 30 à ce pays, ou ne l'a pas noté. (Les projets régionaux ou mondiaux ne sont pas pris en compte dans ce tableau.)

\*\*D'après l'évaluation du Groupe d'évaluation des opérations (voir p. 68).



# Le Conseil d'administration de la SFI

DEBORAH CAMPOS

## Lettre au Conseil des gouverneurs

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la SFI. M. Paul D. Wolfowitz, président de la SFI et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que la SFI a continué, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2005, de favoriser un développement durable par le biais de ses opérations de financement de projets du secteur privé et de ses activités de conseil.

## Le Conseil d'administration de la SFI a une mission d'orientation et de supervision

Durant l'exercice écoulé, les administrateurs ont approuvé un certain nombre d'investissements et suivi attentivement l'évolution et l'exécution de la stratégie de la Société. Ils ont également continué d'encourager celle-ci à collaborer plus étroitement avec d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, notamment dans le cadre de l'assistance technique fournie pour améliorer le climat des affaires et promouvoir le développement du secteur privé. Les administrateurs ont pris acte de la proposition de la SFI qui vise à travailler davantage en collaboration avec la BIRD dans les pays à revenu intermédiaire et avec l'IDA dans les pays à faible revenu. Enfin, ils ont passé en revue les opérations menées dans différents pays et examiné 14 stratégies d'aide-pays préparées conjointement par la Banque mondiale, la SFI et la MIGA, ainsi que les instruments correspondants.

Les administrateurs ont noté la difficulté qu'il y a à concilier le maintien de la rentabilité des activités et l'accroissement de leur impact au plan du développement. Ils ont réitéré leur appui aux cinq priorités stratégiques définies par la SFI et ont décidé d'élargir la portée des activités de la Société de façon à en accroître l'impact sur le développement. Les administrateurs ont noté avec satisfaction que la SFI prévoyait d'augmenter considérablement son appui au développement du secteur privé dans les pays présentant des risques élevés et à faible revenu, et d'accroître ses investissements dans l'infrastructure, la santé et l'éducation dans le cadre de partenariats public-privé.

Les administrateurs ont examiné avec la direction de la SFI diverses questions telles que la mise à jour de la politique de l'information et des mesures de sauvegarde sociale et environnementale, ainsi que l'examen des procédures comptables de la Société. Ils ont aussi examiné le programme formulé par la SFI pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que l'intégration de la problématique hommes-femmes dans ses travaux.

Dans le cadre de leurs fonctions de supervision, les administrateurs se sont penchés sur l'examen annuel de l'évaluation des opérations et la réponse de la direction de la SFI. Ils se sont félicités de la poursuite du dialogue constructif établi entre la direction et le Groupe d'évaluation des opérations.

S'agissant de la performance de la Société, les administrateurs ont pris note avec satisfaction de ses accomplissements au cours de l'exercice 05, dont témoignent ses solides résultats financiers ainsi que l'accroissement de son portefeuille et l'amélioration de la qualité de ce dernier.

DE GAUCHE À DROITE  
SUR LA PHOTO EN VIS-À-VIS :

(Debout) Robert B. Holland III\*,  
Herwidayatmo, Pietro Veglio, Eckhard Deutscher,  
Mathias Sinamenye, John Austin, Tom Scholar,  
Chander Mohan Vasudev, Thorsteinn Ingolfsson,  
Sid Ahmed Dib, Yahya Abdullah M. Alyahya,  
Nuno Mota Pinto\*, Otaviano Canuto, Pierre  
Duchesne, Paulo F. Gomes, Gino Alzetta,  
Gobind Ganga\*, Alexey Kvasov, Luis Marti.

(Assis) Mahdy Ismail Aljazzaf, Zou Jiayi, Jaime  
Quijandria, Yoshio Okubo, Ad Melkert.

\* Administrateur suppléant

## Administrateurs et administrateurs suppléants

au 30 juin 2005

### ADMINISTRATEURS

Mahdy Ismail Aljazzaf  
Yahya Abdullah M. Alyahya  
Gino Alzetta  
John Austin  
Biagio Bossone  
Otaviano Canuto  
Eckhard Deutscher  
Sid Ahmed Dib  
Pierre Duchesne  
Paulo F. Gomes  
Herwidayatmo  
Thorsteinn Ingolfsson  
Alexey Kvasov  
Luis Marti  
Marcel Masse  
Ad Melkert  
Yoshio Okubo  
Jaime Quijandria  
Tom Scholar  
Mathias Sinamenye  
Chander Mohan Vasudev  
Pietro Veglio  
Zou Jiayi  
(vacant)

### SUPPLÉANTS

Mohamed Kamel Amr  
Abdulrahman M. Almfadhi  
Melih Nemli  
Terry O'Brien  
Nuno Mota Pinto  
Jeremias N. Paul, Jr.  
Walter Hermann  
Shuja Shah  
Anthony Requin  
Louis Philippe Ong Seng  
Nursiah Arshad  
Svein Aass  
Eugene Miagkov  
Jorge Familiar  
Gobind Ganga  
Tamara Solyanyk  
Toshio Oya  
Alieto Guadagni  
Caroline Sergeant  
Mulu Ketsela  
Akbar Ali Khan  
Jakub Karnowski  
Yang Jinlin  
Robert B. Holland, III

Voir le Volume 2 pour une liste complète des membres du Conseil des gouverneurs et du nombre de voix revenant à chacun des membres du Conseil d'administration.

## La gouvernance de la SFI

Les pays membres de la Société financière internationale, par l'intermédiaire du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, décident de l'orientation générale des programmes et activités de l'institution. Chaque pays membre nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie aux 24 administrateurs. Ceux-ci disposent chacun d'un nombre de voix qui est fonction de la contribution du pays ou du groupe de pays qu'ils représentent au capital de la Société. Les administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et définir les axes stratégiques de la gestion de l'institution.

Les administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures. Le Comité de l'audit fournit des conseils sur la gestion financière et la gestion des risques, le gouvernement d'entreprise et les questions de supervision et de contrôle. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur l'efficacité par rapport aux coûts des opérations du Groupe de la Banque. Le Comité pour l'efficacité du développement offre des conseils aux administrateurs sur certaines questions ayant trait à l'évaluation des opérations et des politiques et à l'efficacité du développement dans le but de suivre les progrès accomplis au plan de la réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel examine les questions de rémunération et les autres aspects importants de la politique du personnel. Les administrateurs sont aussi membres du Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les administrateurs.

Paul D. Wolfowitz est le président de la SFI et de chacune des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, c'est-à-dire la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Il est également président des Conseils formés des administrateurs de chaque institution. Assaad J. Jabre, qui est le vice-président exécutif par intérim de la SFI, est chargé de la gestion générale des opérations courantes de la Société.

*Se reporter aux sections consacrées au Groupe d'évaluation des opérations (p. 68) et au Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (p. 70), qui tous deux opèrent indépendamment de la direction de la SFI.*

# Message du président



BANQUE MONDIALE

## LA MISSION DE LA SFI

*Promouvoir des investissements privés durables qui réduiront la pauvreté et amélioreront les conditions de vie de la population dans les pays en développement.*

Ce Rapport annuel rend compte des réalisations de la Société financière internationale durant la dernière année du mandat du vice-président exécutif, Peter Woicke, et de mon illustre prédécesseur, Jim Wolfensohn. C'est une énorme responsabilité que la charge de diriger une institution aussi prestigieuse, et je suis reconnaissant à Jim et à Peter d'avoir tant fait pour la renforcer.

L'œuvre accomplie par le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires de développement est considérable, mais il reste encore beaucoup à faire. Le Sommet du G-8 qui s'est tenu à Gleneagles au début du nouvel exercice a opportunément souligné les enjeux du développement, en particulier en Afrique. En réaffirmant le rôle essentiel qui revient à la Banque mondiale dans de nombreux domaines du développement, les participants au Sommet nous ont confié une charge encore plus lourde.

Nous tournant vers l'avenir, il nous faut maintenir un équilibre entre les différentes priorités de développement. Nous devons tout d'abord prêter spécialement attention aux besoins des plus démunis dans les pays les plus pauvres de la planète. Dans le même temps, la Banque mondiale a toujours un important rôle à jouer dans les pays en développement en pleine expansion, ceux dits « à revenu intermédiaire » alors qu'ils comptent encore des centaines de millions d'habitants vivant dans le plus complet dénuement. Enfin, de par son statut d'institution multilatérale de développement, la Banque mondiale est particulièrement à même de contribuer à la recherche de solutions aux problèmes concernant le « patrimoine commun de l'humanité », qu'il s'agisse de promouvoir des sources d'énergie viables ou d'atténuer les effets des crises sanitaires mondiales.

La SFI, quant à elle, joue un rôle de premier plan dans le développement du secteur privé — en cherchant à promouvoir un développement durable du secteur privé pour contribuer à réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie dans le monde. C'est là une mission exaltante et les progrès continuent d'être encourageants pour toute la gamme d'activités axées sur l'entreprise privée — du financement à long terme de projets d'infrastructure cruciaux aux petites opérations de microfinance.

Les excellents résultats d'exploitation de la SFI et son impact sans cesse croissant sur le développement sont des arguments convaincants qui laissent bien augurer de l'avenir. Je contemple cet avenir avec grand optimisme. Je sais que nous avons beaucoup à faire mais je sais aussi que, grâce à l'énergie, à la créativité, à la détermination, à la diversité et à l'excellence que suscite notre mission, l'avenir est riche de promesses.

Dans l'accomplissement de toutes ces tâches, l'institution sait qu'elle peut compter sur des collaborateurs aux compétences et au dévouement exceptionnels. C'est un honneur et un privilège que de travailler avec eux au quotidien.

Paul D. Wolfowitz  
Président

# Message du vice-président exécutif

L'année 2005, déclarée « Année du développement » par une grande partie de la communauté internationale, marque une étape exceptionnelle dans le déroulement d'un débat mondial consacré de longue date à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations des pays en développement. Rarement, ces dernières années, un intérêt aussi soutenu a-t-il été porté à l'échange de vues sur l'aide, le développement et l'ampleur des progrès sur lesquels il est raisonnable de compter. Cet intérêt aurait dû, il est vrai, se manifester depuis longtemps. Mais l'important, tout autant que les questions de développement elles-mêmes, c'est la multiplicité des voix qui se font entendre.

La question du financement du développement dans le monde n'est plus l'apanage ou la prérogative des spécialistes du développement. Elle est devenue l'objet d'un débat très ouvert et de grande envergure auquel participent pratiquement toutes les nations, grandes et petites. Elle implique le secteur public et le secteur privé. Et elle implique tous ceux qui, à l'échelle mondiale, se mobilisent à l'appui d'une large gamme de questions économiques, environnementales et sociales.

Les avis concordent, dans une mesure exceptionnelle, sur de nombreux aspects fondamentaux du développement. Rares sont ceux, s'il en est, qui croient qu'ils ne seront pas touchés par les décisions prises. Rares aussi sont ceux qui pensent qu'il est possible de prendre un programme qui a donné de bons résultats dans un pays pour l'appliquer tel quel dans un autre pays sans tenir dûment compte du contexte local. Une majorité écrasante juge que le secteur privé a un rôle fondamental à jouer et beaucoup s'accordent à penser que l'un des principaux problèmes consistera à mener sur une plus grande échelle les démarches qui ont produit de bons résultats dans le cadre d'opérations pilotes. L'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public semblent être le point de départ systématique de tous propos. Sur le plan stratégique, les démarches « de bas en haut » sont à retenir ; les démarches « de haut en bas » sont à bannir. Les mots d'ordre sont discipline, évaluation et résultats.

L'idée que les nations en développement forment en quelque sorte un « tiers » monde est aussi maintenant totalement révolue. Le destin de ces nations est inexorablement lié à la direction dans laquelle s'engagera notre génération au plan politique, moral, économique, environnemental et social. Si l'on devait faire la liste des plus gros enjeux mondiaux dans les domaines de l'économie, de l'énergie ou de l'environnement, on verrait qu'ils se placent tous dans le contexte du monde en développement. Où que nous vivions, notre destin sera lié, d'une manière ou d'une autre, dans une large ou dans une faible mesure, directement ou indirectement, au chemin que suivront ces pays.

---

Cette situation fait clairement ressortir les opportunités qui s'offrent maintenant à la SFI, de par sa mission institutionnelle, pour promouvoir le développement du secteur privé. Depuis plusieurs dizaines d'années, la Société aide les pays à croître et à prospérer de la base au sommet — un investissement, une entreprise à la fois. Notre action nous a également permis de catalyser des investissements et des réformes sur tous les marchés et dans tous les



*Assaad J. Jabre  
Vice-président exécutif par intérim*



BRETON LITTLEHALES

secteurs, et d'attirer l'attention sur les domaines pionniers des marchés émergents. Dans le même temps, les problèmes que nous rencontrons dans le cadre de la mondialisation des marchés nous obligent à toujours innover et essayer de nouvelles formules tout en perfectionnant nos produits et services traditionnels. La discipline institutionnelle dont doit faire preuve un investisseur privé assumant des risques est précisément ce qui nous a permis de mettre en place la démarche prudente et adaptée à chaque situation dont l'efficacité est maintenant si largement reconnue. Et plus que jamais, nous obtenons des résultats convaincants qui témoignent du potentiel considérable de cette approche à une époque où le monde est en quête de solutions pragmatiques.

L'exercice 05 est la troisième année consécutive durant laquelle la SFI a obtenu des résultats exceptionnels. Mais, pour aussi fiers que nous soyons de cet accomplissement et heureux que ce soient les solides résultats affichés par tant de marchés émergents qui nous aient permis de nous trouver dans cette position, nous ne pouvons pas pour autant oublier combien il reste à faire et, comme l'a si tragiquement montré le tsunami qui a ravagé l'Asie, comment des événements imprévus peuvent brusquement réduire à néant des années de progrès. Il nous faudra, pour remplir notre mission de développement, travailler encore plus, nous montrer encore plus créatifs et agir de manière encore plus résolue :

- Au cours de chacun des deux derniers exercices, la SFI a engagé plus de 400 millions de dollars de financements en Afrique subsaharienne, soit un montant nettement plus élevé que pour les exercices antérieurs, par suite de l'amélioration de la situation dans la région. Mais la croissance économique devra encore s'accélérer pour permettre à l'Afrique d'atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire.
- Que ce soit pour une centrale électrique en Inde ou un port à Madagascar, ou encore une compagnie aérienne en Amérique centrale, nous avons contribué à attirer les investissements privés dont l'infrastructure a tant besoin. Mais les goulets d'étranglement dans le secteur des transports et le manque de fiabilité de l'alimentation en électricité continuent d'empêcher les entreprises de nombreux pays de pouvoir soutenir la concurrence et d'avoir accès aux marchés et services.
- Nous avons mobilisé plus d'un milliard de dollars dans le cadre de financements structurés dans des secteurs tels que le logement, l'éducation et la microfinance. Mais nombre d'entreprises et d'entrepreneurs potentiels ne peuvent toujours pas s'agrandir ou réaliser leur rêve faute de marchés matures et de financements à long terme en monnaie nationale.
- Grâce à nos mécanismes régionaux et à nos investissements dans le secteur financier, nous avons contribué à l'amélioration des capacités de gestion d'institutions qui fournissent des services aux petites et moyennes entreprises et nous avons facilité l'accès de milliers d'entre elles à des financements. Mais de nombreux pays en développement continuent de souffrir d'un climat de l'investissement caractérisé par une bureaucratie trop lourde et une expertise insuffisante pour permettre une bonne gouvernance.
- Nous avons contribué à financer des projets pionniers pour préserver la diversité biologique, promouvoir le recours à des sources d'énergie durable et une utilisation rationnelle de l'énergie, et développer le marché des crédits de réduction d'émissions de carbone. Mais, face aux menaces que posent la dégradation des écosystèmes et le changement climatique, il faudrait que ces efforts soient déployés sur une bien plus grande échelle.



REPRODUCTION AUTORISÉE : SASOL



REPRODUCTION AUTORISÉE : MANZANILLO PORT

*Assaad J. Jabre, vice-président exécutif par intérim,  
avec le Groupe de direction de la SFI*

*De gauche à droite*

*Au premier rang : Nina Shapiro, Assaad Jabre, Javed Hamid,  
Farida Khambata, Jennifer Sullivan*

*Au second rang : Edward Nassim, Declan Duff, Dorothy Berry*

*Michael Klein et W. Paatii Ofosu-Amaah, secrétaire exécutif,  
ne figurent pas sur la photo.*

Au cours des derniers mois, la SFI a défini une ambitieuse stratégie de croissance pour les années à venir, qui mobilisera les efforts de tout son personnel. Cette stratégie a été conçue parce que l'on sait que les besoins des pays en développement sont considérables. Elle a été conçue parce que la croissance du secteur privé, par le biais des entreprises intérieures et des investissements étrangers directs, est le plus important levier qui puisse être utilisé pour réduire la pauvreté. Elle a aussi été conçue parce que nous sommes convaincus de la valeur unique qu'a désormais la SFI pour ses clients et pour les gouvernements des pays actionnaires en favorisant un développement durable non seulement en tant que bailleur de fonds mais aussi en tant que prestataire de services-conseil et promoteur des meilleures pratiques.

Nous ne cherchons pas à promouvoir la croissance à tous prix. Ce que nous voulons, c'est avoir un impact positif sur nos marchés en améliorant le climat des affaires pour les investisseurs privés et en répartissant plus largement les avantages de la croissance économique parmi les groupes de populations mal servis ; en renforçant les capacités au niveau des entreprises et en intensifiant la concurrence au niveau des marchés ; et en collaborant avec des partenaires aussi déterminés que nous à améliorer leur gouvernement d'entreprise et à appliquer des normes environnementales et sociales plus rigoureuses. Ce sont là, certes, de vastes objectifs, mais ils se concrétisent sur le terrain par les progrès faits, pas à pas, pour faire reculer la pauvreté : une nouvelle entreprise, une première paye, un nouveau logement pour une famille, un enfant mieux instruit. Ils se concrétisent, au niveau régional et mondial, par les progrès réalisés en direction d'un développement durable, d'un air plus propre, d'une eau plus salubre et d'écosystèmes plus sains.

Les fondateurs de la SFI prévoyaient déjà en 1956 que le secteur privé contribuerait de plus en plus au développement. Grâce à une expérience durement acquise, à la direction éclairée de Jim Wolfensohn et de Peter Woicke durant ces dernières années, et à l'attachement de notre nouveau président, Paul Wolfowitz, à la mission de la Société, nous pourrions célébrer l'an prochain le 50<sup>e</sup> anniversaire de la SFI en contemplant un avenir offrant plus de possibilités que jamais. Et si nous réussissons à exploiter ces possibilités, nos accomplissements seront durables. Nous continuerons de nous appuyer sur les acquis du passé avec gratitude, de nous ouvrir sur l'extérieur en forgeant des partenariats et d'aller de l'avant de manière encore plus résolue.

La SFI favorise le progrès dans un monde en rapide évolution. Nous avons la chance de pouvoir largement contribuer à relever le défi déterminant de notre génération.

Assaad J. Jabre  
Vice-président exécutif par intérim

TRAM TRIET

